

B i b l i o t h è q u e
des
**SCIENCES
HUMAINES**

**La Seconde
Révolution
française**

1965-1984

par

HENRI MENDRAS

nrf
Éditions Gallimard

© *Éditions Gallimard, 1988.*

*À Jean-Marcel Jeanneney,
en souvenir des longues conversations
qui ont grandement enrichi ce livre.*

Avant-propos

Après avoir consacré plus de trente ans à observer les transformations des sociétés rurales et avoir assisté à la disparition d'une civilisation paysanne millénaire, j'ai conçu l'ambition de porter mon regard sur la société française tout entière. Je l'ai scrutée du même œil qu'un village, cherchant à comprendre l'architecture d'ensemble du système social et, derrière les apparences des institutions majestueuses, les structures discrètes qui organisent la vie des individus et des groupes. Cette vue d'ensemble paraîtra cavalière au spécialiste de chaque domaine, qui se jugera réduit à la portion congrue. J'ai pris le point de vue qui me convenait et je m'y suis tenu.

Dans les années récentes les sciences sociales ont péché par spécialisation. De temps à autre, il faut tenter de recoller les morceaux de la marqueterie sociale. Telle est la première ambition de ce livre. La seconde est de donner aux Français une image de l'extraordinaire bouleversement social qu'ils viennent de vivre, dont chacun certes est conscient, d'expérience vécue, mais sans en percevoir clairement la profondeur ni les conséquences ultimes. Je propose donc cette esquisse de la Seconde Révolution française à la discussion et aux critiques de mes collègues et de mes concitoyens.

Au lendemain de la grande révolution que nous venons de vivre, est-il déjà temps d'en faire le bilan et de broser une esquisse, même schématique, voire caricaturale, de cette société nouvelle qui est en train d'en naître? La prudence conduirait à répondre non. Certes les données ne font pas défaut, elles sont même en surabondance. Ce qui manque, ce sont les clés d'analyse, les distinctions discriminantes. En effet, les sciences sociales demeurent des sciences de l'objet

puisque leurs concepts sont abstraits d'une réalité, d'un état de la société. Que le progrès des statistiques et des études sociologiques et ethnologiques permette de comprendre ce qui se passe est une erreur : leur accumulation même empêche de voir les transformations profondes et discrètes. Pour décrire la société en train de s'édifier, elles utilisent les outils intellectuels forgés pour comprendre celle d'hier. Par ailleurs, la société s'est transformée en se diversifiant et en se compliquant. Du coup les catégories et les indicateurs deviennent frustes et dérapent sur la réalité qu'ils doivent identifier.

Cependant, le sociologue ne peut s'esquiver et se refuser à porter un diagnostic en prétextant une objectivité scientifique à laquelle il n'ose plus prétendre. Il doit à ses concitoyens de leur dire ce qui résulte de sa besogne de savant. Position inconfortable, celle du médecin qui formule un diagnostic à l'aide de symptômes disparates, et non celle du savant qui perfectionne sa théorie à l'aide de sa recherche. Le seul garde-fou est alors le contrôle des collègues. La science n'est jamais, à un moment donné, que l'accord des savants.

Les encouragements et l'aide de mes collègues du groupe Louis Dirn m'ont donné l'audace d'entreprendre ce travail. Jean-Pierre Jaslin, Yannick Lemel et Denis Stoclet ont chacun contribué au progrès de ma réflexion plus que je ne saurais le dire. Avec Michel Forsé nous entretenons depuis bientôt huit ans une amicale et étroite collaboration d'une fécondité unique pour moi. Le groupe dans son entier a inventé une démarche originale qui inspire tout ce livre. L'O.F.C.E. nous a offert à tous un cadre de travail stimulant. Éric de Dampierre, Yvon Lamy et Maurice Mizrahi m'ont fait l'amitié de lire et de relire le manuscrit et de le critiquer avec une fraternelle exigence. Que tous soient ici chaleureusement remerciés.

Introduction

La France vient de vivre dans les trente dernières années une révolution aussi profonde que celle de 1789. Que la violence en ait été absente, sauf la violence mesurée de Mai 68, ne doit pas égarer le jugement. Les émeutes et la guillotine n'étaient, selon le mot de Tocqueville, que le « procédé violent et rapide à l'aide duquel on a adapté l'état politique à l'état social, les faits aux idées et les lois aux mœurs ». Près de deux cents ans plus tard, les Français ont fait l'économie du « procédé violent et rapide », anachronique dans une nation industrialisée de la fin du *xx*^e siècle. Du coup la « révolution » est devenue un mythe, une incantation qu'ont invoquée les « révolutionnaires de Mai » pour créer leur enchantement collectif. On se croyait revenu en 1848. En vérité, c'était 1789 moins la Révolution, bien qu'on ne parlât que d'elle. Il y a un siècle Littré écrivait : « Révolution. Changement brusque et violent dans la politique et le gouvernement d'un Etat. » Tandis qu'aujourd'hui Robert dit : « Changement brusque et important dans l'ordre social et moral. »

Les troubles qui ont duré du siège de La Rochelle (1627) à la Fronde (1653), en détruisant les restes de la société féodale et les institutions parlementaires ont permis l'avènement de la France classique et monarchique de l'Ancien Régime. La Révolution de 1789 et l'Empire (1814) ont détruit l'Ancien Régime et ont mis en place les principes et les institutions de la France moderne, industrielle, bourgeoise et républicaine. Les vingt années que nous venons de vivre (1965-1984) ont balayé les fondements de cette France moderne pour laisser place à une société neuve.

Regardons l'Ancien Régime et la Révolution avec en tête les transformations que nous venons de vivre. Le parallèle

est assez convaincant, bien que les rythmes et les événements soient très différents. Le passage à la société moderne peut se résumer en sept traits essentiels :

- Expansion démographique et économique du XVIII^e siècle, grâce à la révolution agricole qui entraîne la disparition des famines;
- Renforcement de la paysannerie qui acquiert son autonomie sociale;
- Prise du pouvoir par la bourgeoisie;
- Développement de l'industrie et des villes;
- Ebranlement des deux grandes institutions nationales : la monarchie et l'Eglise;
- Unification juridique de la République, notamment par le Code civil : le droit de propriété est érigé en droit de l'Homme;
- La vision individualiste de l'Homme né de la Réforme et du concile de Trente domine la philosophie politique.

Or, sur chacun de ces points, nous venons de vivre une révolution équivalente, qui a bouleversé les équilibres instaurés il y a deux siècles :

- *L'expansion démographique et économique* des « Trente glorieuses » (1945-1975) a été suffisamment analysée pour qu'il soit inutile d'y insister (Fourastié, 1979). Après un siècle de stagnation démographique, la population passe brusquement, en une génération, de 42 à 56 millions. Croissance inouïe, de près d'un tiers en une génération. Simultanément, l'économie faisait un bond de production et une mutation radicale. L'enrichissement de la nation a été fabuleux : jamais la production n'avait été multipliée par cinq en quelques décennies.

- *Disparition des deux classes dominantes* nées de la Révolution : paysannerie et bourgeoisie rentière. L'épanouissement des emplois tertiaires et la naissance des « cadres » entraînent un bouleversement complet des structures sociales.

- *L'industrie et la classe ouvrière*, après un boom temporaire, entrent dans un déclin séculaire.

- *L'opposition entre la ville et la campagne*, née de l'industrialisation du XIX^e siècle, a commencé à s'estomper, le mode de vie urbain se répandant partout et la ville s'étalant en zones semi-urbanisées, ni ville ni campagne.

- *Les grandes institutions nationales* perdent leur valeur symbolique en même temps qu'elles ne sont plus contestées dans leur principe : le drapeau, le sabre et le goupillon ne

sont plus des signes d'affrontement. Le drapeau rouge, la faucille et le marteau, devenus l'emblème de vingt nations, ont perdu leur puissance d'évocation révolutionnaire.

– *L'unification de la nation* enfin achevée par l'école, la diffusion du français, le développement des communications et des mass-media rendent la décentralisation possible et même nécessaire.

– *L'individualisme* fait de tels progrès qu'il n'est plus une idéologie, mais une manière d'être commune à tous.

Ainsi assistons-nous à l'écroulement du monde qui s'était construit au XIX^e siècle sur les ruines de l'Ancien Régime et nous voyons s'élever autour de nous une société neuve dont nous distinguons mal l'architecture, encombrée des ruines de l'ancienne et des échafaudages temporaires nécessaires à son édification.

L'ÉCROULEMENT DE LA FRANCE BOURGEOISE ET PAYSANNE

Pour prendre la juste mesure des bouleversements du monde entre 1914 et 1945, suivons le conseil de Charles de Gaulle et considérons « comme un tout cette guerre de trente ans », marquée par deux fois cinq années de combats meurtriers, par la Révolution bolchevique et par une crise qui changea l'équilibre du capitalisme occidental. De la Première Guerre la France sortait victorieuse, mais exsangue. La gloire de ses armées et de ses maréchaux cachait mal la saignée qu'elle venait de subir en hommes et en capitaux. La crise économique des années trente se transforma en crise politique et sociale, sanctionnée par la défaite de 1940.

A la veille de la Première Guerre mondiale, la France demeurait profondément paysanne avec près de la moitié de sa population vivant de l'agriculture. Elle était en même temps bourgeoise, sans s'être profondément industrialisée; par contraste avec l'Angleterre, qui dès la fin du XVIII^e siècle avait sacrifié son agriculture à son développement industriel et commercial. Si son industrie était moins prospère que l'industrie anglaise, allemande ou belge, la puissance économique et financière de la France n'en était pas moins

robuste. Les capitaux français s'investissaient en Chine, en Amérique du Sud, dans l'Europe de l'Est (notamment en Russie), mais curieusement peu dans les colonies.

Dans le domaine idéologique et politique, pour les révolutionnés de tous les pays, la France incarnait les idées libérales et humanitaires de la Révolution, et de la Commune. En 1914, c'était, avec la Suisse, la seule république d'Europe : tous les autres pays étaient encore des monarchies. *La Marseillaise* était un chant révolutionnaire interdit dans bien des pays, et encore scandaleux dans les provinces traditionalistes françaises. L'affaire Dreyfus, que l'on considère souvent aujourd'hui comme la manifestation de l'antisémitisme des Français, a été, pour les Juifs d'Europe et d'Orient, le triomphe de leur droit à l'égalité, nié partout ailleurs. Alors la France apparaissait à tous comme un havre protecteur.

Après la victoire de 1918, dans les fastes de Versailles, la France se présentait en chef de la coalition des Alliés face au vaincu. La Société des Nations, voulue par les Etats-Unis, était dominée par l'art oratoire des hommes politiques français. L'Exposition de 1937 attirait le monde entier à Paris. Ces grands spectacles ont laissé croire aux Français que leur pays était toujours le premier. Cette position ne semblait lui être disputée ni par l'Angleterre, ni par l'Allemagne défaite, ni par les Etats-Unis revenus à leur isolement, ni par la Russie affamée et tyrannisée. Sur l'échiquier international la France demeurait une puissance de première grandeur, son armée était la plus forte et son empire colonial se développait aux quatre coins du monde. La culture française demeurait dominante, la langue française était l'instrument des conversations diplomatiques et de la Société des Nations. Paris était la capitale littéraire et artistique incontestée qui attirait intellectuels et artistes du monde entier. André Gide faisant l'éloge funèbre de Gorki du haut du mausolée de Lénine témoignait du magistère universel de l'intelligence française.

La société française se donnait encore en spectacle au monde et à elle-même, mais l'abaissement vertigineux du pays était ressenti par tous. Par Hitler, à qui il donnait toutes les audaces, par Staline qui changeait de camp, mais aussi par le petit paysan dans son champ ou le petit bourgeois dans son échoppe. Seuls quelques intellectuels et quelques hommes politiques criaient au désastre, sans être plus écoutés que Cassandre.

LA DÉCADENCE DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES
VUE PAR RAYMOND ARON ET ANDRÉ FERMIGIER

R. ARON. – La collectivité se montrait incapable de relever le défi ou de réformer des institutions inadaptées aux nouveautés du siècle. L'abaissement par le fait du nombre n'impliquait pas le désastre de 1870; il ne me semble pas non plus responsable du déclin scientifique et militaire du pays. Après 1918, en dépit de la victoire, l'angoisse de la décadence ne cessa de travailler la conscience des Français, au moins des plus clairvoyants d'entre eux. Pendant les années trente, la façade, encore imposante au lendemain de la guerre, s'écailla, se fissura, tomba peu à peu en poussière : l'économie ne sortait pas de la crise; les Français se détestaient les uns les autres; nombre de militants se référaient à des modèles étrangers, Moscou, Berlin ou Rome; la S.D.N. à Genève, dès 1933 ou 1934, ne signifiait plus rien. La décadence des années trente, nous la vivions, nous en percevions le trait distinctif : l'impuissance de la collectivité à répondre à une menace extérieure, faute d'unité intérieure. La crise mondiale, la classe dirigeante ne l'avait ni comprise, ni maîtrisée. Elle avait subi passivement l'ascension hitlérienne vers la conquête et la guerre. Les Français manquaient de la vertu machiavélienne, celle qui fonde la grandeur des empires et sans laquelle périssent les Etats.

A. FERMIGIER. – Il m'arrive souvent de dire que si l'on n'a pas connu la France avant 1940, on ne sait pas ce qu'est la douceur de vivre! La gentillesse des gens, la facilité de la vie (je ne suis pas un fils d'archevêque), l'extraordinaire beauté de tout et la présence partout de la civilisation. Certes le drame était là, auquel on ne pouvait pas grand-chose, mais il y avait aussi une telle aspiration au bonheur, une telle réalité du bonheur : c'est pour cela sans doute que les Français n'ont pas voulu se battre (alors que les Allemands avaient si peu à perdre). Et je ne parle même pas du souvenir de fête culturelle permanente qu'a laissé le Paris d'avant guerre. Renoir, Jouvet, la N.R.F. (...). Encore une fois j'y vois le drame mais où la décadence? (R. ARON, *Mémoires*, Paris, Julliard, 1983.)

Le rayonnement intellectuel et artistique masquait une langueur démographique et économique inquiétante. La méconnaissance des mécanismes économiques faisait de 1936 une fête populaire et un progrès social, mais une catastrophe économique. Le gouvernement de la République était tombé dans l'incapacité de décider; ce qui, de renoncement en renoncement, le conduisit à Munich. En

moins de dix ans la nation avait perdu son nerf et sa puissance (Duroselle, 1979). Une si brusque décadence apparaît comme l'effet retardé de l'effort épuisant et de l'affreuse hécatombe d'une guerre qui l'avait vidée de ses forces vives. L'aboulie du pouvoir n'était que la manifestation de la déchéance qu'a connue le pays de 1931 à 1939 et qui l'a conduit à la débâcle de 1940.

La société française tout entière s'était recroquevillée sur elle-même, crispée sur ses positions et sclérosée dans ses structures les plus anachroniques. La bourgeoisie rentière du XIX^e siècle avait été complètement ruinée. Les placements en Europe orientale et outre-mer disparurent dans la tourmente de la crise. Plus d'un million et demi de ménages qui détenaient des emprunts russes avaient été spoliés. Les valeurs françaises ne rapportaient plus de dividendes et leur valeur boursière baissait constamment. La moitié de la population active, composée de petits entrepreneurs et de leurs aides (paysans, artisans, commerçants, professions libérales), se refermait sur une économie de subsistance, renonçant à investir et à entreprendre. Les petites manufactures, qui avaient fait la prospérité des petites villes, survécurent tant qu'une génération de patrons s'escrimèrent à les faire vivoter, puis s'arrêtèrent, les fils étant partis s'employer ailleurs, dans les grandes villes. Les maisons n'étaient pas entretenues; dans bien des villages, aucune maison ne fut construite entre 1914 et 1960; en ville, les chantiers se faisaient de plus en plus rares et les constructions de plus en plus pauvres. Bourgeoisie, petite et moyenne, et paysannerie vivaient de plus en plus modestement, rognant sur toutes les dépenses. Les familles se repliaient sur elles-mêmes.

En 1945, à l'issue des derniers combats de cette guerre de trente ans, le monde avait complètement changé d'équilibre. On entrait dans le second XX^e siècle, selon le mot de Lucien Febvre, le premier n'ayant servi qu'à ébranler l'œuvre du XIX^e. Les empires coloniaux, démembrés, laisseront en Afrique et dans une partie de l'Asie une carte politique propice à toutes sortes de conflits. Tous les pays du monde se partageaient entre démocraties pluralistes et régimes à parti unique, plus ou moins totalitaires. La prédiction des grands visionnaires du siècle dernier se réalisait enfin : le monde était dominé par les Etats-Unis et l'U.R.S.S., en attendant que le Japon, puis la Chine, et sans doute ensuite l'Inde et le Brésil, pèsent de leur poids dans l'équilibre international.

De ce nouvel équilibre mondial, les Français prirent très rapidement une juste mesure. Traumatisés par la débâcle, puis par les défaites coloniales, ils acceptèrent que leur pays soit une puissance de second rang, sans pour autant renoncer à un rôle mondial auquel le général de Gaulle les exhortait. Et ils comprirent très vite que l'économie, plus que la diplomatie ou la force militaire, était l'instrument primordial pour jouer ce rôle. Vaincus par les armes, les Français se sont révélés capables d'un renouveau démographique et de victoires économiques.

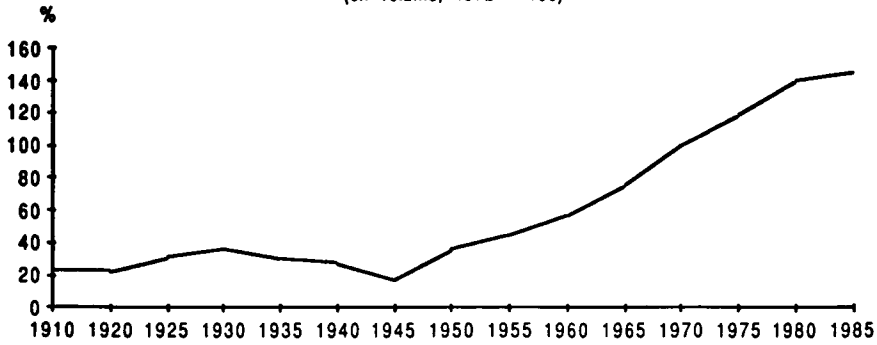
Ce redressement spectaculaire de tout un peuple mérite une explication. Avant de l'entreprendre, fixons quelques jalons temporels.

CHRONOLOGIE DE LA RÉVOLUTION

En 1944, la France se trouvait dans un état de destruction et de désorganisation extrême. Elle s'était repliée sur des réseaux élémentaires de relations familiales et de voisinage qui assuraient la survie de chacun. Les équipements de toutes sortes, qui n'avaient guère été renouvelés depuis 1930, servaient jusqu'à usure extrême. Vers 1950, ayant reconstruit les ruines et les grands équipements, et retrouvé le P.I.B. de 1939, la France se lançait dans le grand bond en avant qui l'amena à rattraper vers 1965 la projection de la courbe de croissance de 1900-1914 (Carré, Dubois, Malinvaud, 1972). Il a donc fallu vingt ans pour réparer les pertes et les manques à gagner de trente années de guerres et de crises économiques, et se retrouver au point où l'on aurait été si sa croissance s'était poursuivie calmement sur la pente du début du siècle. Ensuite l'enrichissement s'est poursuivi à ce même rythme moyen de 6 % l'an, jusqu'au lendemain du premier choc pétrolier en 1973. Les « Trente glorieuses » ont permis de tripler le capital productif de la France et de quintupler le revenu national.

Cet enrichissement fabuleux était d'autant plus spectaculaire qu'il allait de pair avec le brusque redressement de la population. Après un demi-siècle de stagnation démographique, le baby-boom puis l'immigration ont entraîné un surcroît de population dont s'est nourri le mouvement d'urbanisation accéléré des années soixante. A cette époque, économistes, urbanistes et aménageurs annonçaient que bientôt la France serait entièrement urbanisée : 80 % de la

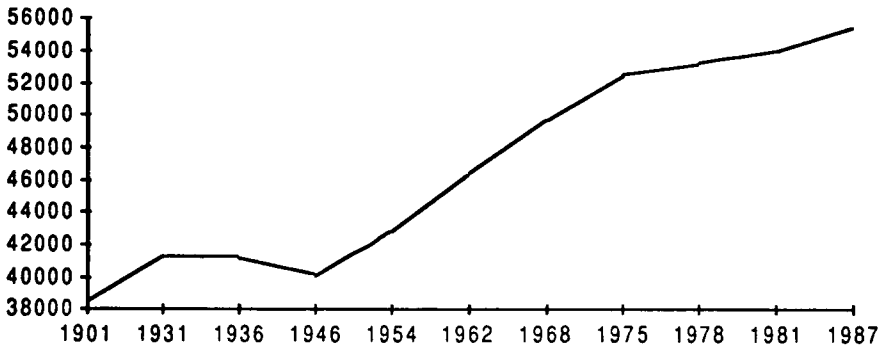
Evolution du revenu national
(en volume, 1972 = 100)



Source: I.N.S.E.E.

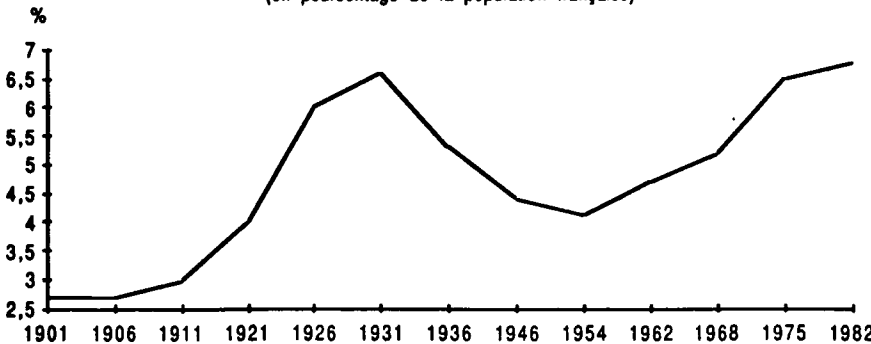
(en milliers)

Evolution de la population française



Source: I.N.S.E.E.

Evolution du taux d'immigrés
(en pourcentage de la population française)



Source: I.N.S.E.E.

population vivrait en ville. Or, vingt ans après, malgré un exode massif, la structure rurale du pays s'est maintenue : près de la moitié de la population continue à vivre dans des villages et des petites villes de moins de 20 000 habitants. La population des campagnes et des petites villes a connu une croissance plus rapide que le reste de la nation : entre 1975 et 1982, le taux de croissance démographique des communes rurales était de 7 %, celui du pays 3 % et celui des villes, 1 %. Malgré trente ans d'urbanisation, la France est restée le plus rural de tous les pays industrialisés.

En 1945, près de la moitié des ménages vivaient d'une petite entreprise. Aujourd'hui 85 % des actifs sont des salariés. Les paysans qui représentaient un tiers de la population en 1945 ont disparu et ont été remplacés par 6 % d'agriculteurs. Les cadres, qui n'existaient pas en tant que catégorie reconnue, se sont multipliés et représentent près du cinquième de la population.

Quelques événements ont marqué les débuts de cette grande transformation : en 1957 la signature du traité de Rome, en 1958 la naissance de la V^e République, et surtout 1962, la fin de la guerre d'Algérie et de la décolonisation. Pour la première fois depuis 1939 la France n'était plus en guerre. Et pour la première fois de son histoire, la guerre allait disparaître de la vie nationale comme anxiété majeure des Français et épreuve suprême de la grandeur de la nation. Les jeunes Français nés après 1945 croient que leur vie se passera sans combattre alors que pour les générations précédentes mourir pour la Patrie était un devoir et un honneur.

Sur un faisceau de courbes démographiques et économiques, l'année 1965 marque une inflexion ou un renversement des tendances. Simultanément, le taux de natalité diminue pour la première fois et la productivité du capital fixe, en croissance depuis 1946, commence à baisser. Deux retournements symptomatiques d'un mouvement profond qui se remarque dans beaucoup d'autres domaines. La durée hebdomadaire de travail, en légère hausse de 1946 à 1964, commence une décroissance qui se poursuit depuis et qui est accélérée par suite de l'augmentation des congés, puis du chômage et par le raccourcissement de la durée de la vie active. En revanche, à partir de 1965, le nombre des femmes qui ont pris un emploi hors de leur foyer a commencé à augmenter, passant de 30 % de la population active à 44 % en 1985. Enfin, l'immigration augmentait. Par l'ensemble de ces mouvements, la population active qui oscillait autour de

19 millions a commencé à croître rapidement : plus de 21 millions en 1975 à 24 millions en 1985. Il en résulte que les courbes de l'emploi et du chômage suivent une évolution presque parallèle. La baisse de la natalité s'est accompagnée dès 1965 d'un allongement de l'espérance de vie moyenne pour les hommes comme pour les femmes et d'un lent décollage de la courbe des divorces qui prendra son envol vers 1975, en même temps que la courbe de la nuptialité débutera sa chute.

Par ailleurs, l'année 1965 marque une date charnière tant elle est riche en événements :

- Pour la première fois le président de la République est élu au suffrage universel, ce qui transforme radicalement le fonctionnement des institutions républicaines.

- À Rome s'achève le concile Vatican II qui réforme la discipline et les rites de l'Église catholique. De leur côté, les jeunes n'avaient pas attendu la fin du concile pour fréquenter moins régulièrement les églises.

- La première grande surface a ouvert ses portes en 1963, mais c'est en 1965 que cette nouvelle forme de commerce s'est répandue très vite, montrant que le genre de vie des Français se transformait.

- Le livre de poche apparaît aussi en 1963 et se multiplie très rapidement.

- L'université de Nanterre s'ouvre, premier témoin du décuplement de la population étudiante et futur détonateur de Mai 68.

- Le nu apparaît dans les magazines et au cinéma. Une pratique bimillénaire de « décence » dans le vêtement qui s'était instaurée vers le III^e siècle est subitement remise en question.

- L'expression des valeurs hédonistes, jusque-là réprimée, devient licite et se répand dans toute la société.

Ce faisceau d'indicateurs et d'événements montre que l'année 1965 marque la fin d'une première étape, celle de la reconstruction et du rattrapage. Sans le dire, les Français ont pris conscience qu'un effort de vingt ans allait porter ses fruits et qu'ils pouvaient déteiler un temps, travailler moins et faire moins d'enfants, pour commencer à jouir des produits de leur effort.

La Seconde Révolution débutait.

Mai 1968, resitué par rapport à 1965, apparaît comme l'expression symbolique d'une transformation profonde en cours depuis trois ans. Or, dans les révolutions, les symboles sont plus importants que les faits qu'ils transcendent et expriment. La charge symbolique est le ressort du changement. Les causes de l'explosion ont été analysées dans d'innombrables livres. L'arrivée à l'âge adulte de la première génération du baby-boom, commune à tous les pays occidentaux, explique sans doute que la même année ait vu des événements analogues dans des pays si dissemblables. La France se différencie des autres pays par l'ampleur nationale et populaire qu'a prise une rébellion d'étudiants. Seule une mutation fondamentale de la société pouvait expliquer un tel mouvement. La prise de conscience et l'expression violente de cette mutation a donné à celle-ci son véritable accomplissement. En retard jusqu'à Mai 1968 l'idéologie et la symbolique sont devenues les puissants ressorts du bouleversement social.

En effet, le formidable bond en avant des années cinquante s'était fait sans guère de changement par rapport à l'avant-guerre. Après la tourmente, les mêmes hommes s'étaient retrouvés au pouvoir. Chaque catégorie sociale avait repris sa position et sa besogne et les institutions de la IV^e République étaient encore plus empêtrées dans des querelles de partis et de personnes que celles de la III^e. La croissance des « Trente glorieuses » s'est faite principalement grâce à des économies d'échelle, qui poussaient au gigantisme institutionnel.

La réaction idéologique a été rapide : « *Small is beautiful.* » En vérité, ce n'est pas tant le petit qui est beau et séduisant que la diversité et la complexité d'un tissu social plus finement noué. Depuis 1965, les sociétés occidentales ont renoncé à grandir en taille pour se perfectionner, se compliquer, se diversifier. Comme un adolescent qui, sorti d'une crise de croissance trop rapide, a besoin de « s'étoffer » et de se cultiver. À la folie boulimique a succédé la quête des aménités collectives et du savoir-vivre entre soi, qui est aussi une forme de développement.

Les jeunes révolutionnaires de Mai réclamaient une société transparente et limpide. Paradoxalement, comme les technocrates qui rêvaient d'une description parfaite de la société pour la gérer plus rationnellement. Or depuis 1968 la société est devenue de plus en plus complexe, de plus en plus opaque, rebelle à la mise en catégories et en statisti-

ques. Nous l'avons échappé belle! l'utopie du technocrate comme celle du révolutionnaire nous promettaient un monde irrespirable. La société programmée qu'on nous annonçait est morte avant même que de naître.

Le premier choc pétrolier de 1973 a été considéré comme le début d'une crise dont on pensait sortir aussi rapidement que des précédentes. Tandis que certains indices économiques annonçaient la crise, la plupart des courbes démographiques et sociales poursuivaient leur ascension, parfois en s'accéléralant, mais sans marquer de rupture brutale. Le chômage et l'emploi féminin, l'espérance de vie et les divorces continuaient à augmenter; la natalité et la nuptialité poursuivaient leur chute, etc. Le P.I.B. de la France et le revenu moyen des Français (tel qu'il est comptabilisé par les économistes) ralentissaient leur hausse en attendant de plafonner en 1983.

Visiblement, à partir de 1965, les règles du jeu de la croissance s'étaient transformées dans l'ensemble du monde. Les industries de base ne sont plus le moteur de la croissance, remplacées dans ce rôle par les activités liées à la consommation (Fitoussi, 1974), bientôt la « stagflation » en sera le trait caractéristique. Les économistes qui avaient su admirablement gérer la croissance (certains plus modestes disent l' « accompagner ») se trouvaient désarmés devant cette mutation profonde du système productif et financier international. Menées par des gouvernements de droite ou de gauche, toutes les politiques économiques nationales dérapaient. Nous ne comprenons plus, semble-t-il, le monde que nous avons construit et qui nous échappe. Besoin est d'une nouvelle idéologie qui explique ce monde nouveau et permette de s'y mouvoir.

En 1981, l'alternance politique a scellé la légitimation ultime des institutions de la V^e République. De plus, elle renouvelait le personnel politique en amenant au pouvoir une nouvelle génération de militants socialistes. Mais la contrainte internationale obligeait dès 1983 à revenir à une politique économique « classique », démontrant ainsi que l'économie a ses règles, et qu'on ne peut les enfreindre impunément. Que cette démonstration ait été faite par les socialistes est décisif pour l'avenir. À la cosmogonie sociale traditionnelle, faite de morale, de politique et de juridisme, se substituait une cosmogonie économique qui jusque-là était sujette à caution, parce que liée à la droite. L'entreprise et le profit étaient légitimés et le créateur d'entreprise traité en héros et en vedette.

HENRI MENDRAS

La Seconde Révolution française

Le lecteur qui avait apprécié dans *La Sagesse et le désordre* le regard posé par Henri Mendras et ses collaborateurs sur la France de 1980 se recyclera utilement avec ce nouvel ouvrage. Mais le travail collectif et partiel a cédé la place à la synthèse du seul maître d'œuvre qui, après avoir autrefois diagnostiqué *La Fin des paysans* (1967), élargit maintenant son observation à la France tout entière pour prendre la mesure de sa mutation : en vingt ans, la France a vécu sa seconde révolution, qui a bouleversé les équilibres nés de celle qui va fêter son bicentenaire.

Après un siècle de stagnation démographique et de lente industrialisation, la production économique a quintuplé en vingt-cinq ans. Paysannerie et bourgeoisie traditionnelles ont presque disparu devant la montée du tertiaire et des « cadres » devenus le pôle organisateur d'une classe moyenne généralisée. Les grandes institutions nationales ont perdu leur aura symbolique en même temps que le drapeau, le sabre et le goupillon cessaient d'être un enjeu idéologique. L'unification achevée par l'école, la diffusion du français, le développement des communications et des media ont rendu la décentralisation possible et nécessaire. Une nouvelle civilisation des mœurs s'édifie sur l'individualisme.

Devant l'écroulement du monde qui s'était construit sur les ruines de l'Ancien Régime, et tout habitués aux architectures massives et aux conflits tranchés, nous déchiffrons à tâtons où va cette société complexe et diversifiée tissée de régulations intermédiaires, de forces locales et de stratégies de groupes. Un tel livre, lucide, raisonnable et hautement documenté est fait pour nous y aider.



9 782070 714520



88-X A71452 ISBN 2-07-071452-7

Édition de la Bibliothèque